

1. Les organismes communautaires autonomes du domaine de la santé et des services sociaux (OCASSS) sont essentiels pour la société et la pandémie l'a révélé avec encore plus d'intensité. Issus des communautés, ils doivent pouvoir réaliser leur mission selon la volonté de leurs membres, sans ingérence gouvernementale ou autre. Bien que le respect de leur autonomie soit affirmé par la [Politique gouvernementale de l'action communautaire](#) (2001), les OCASSS doivent régulièrement contrer des menaces à leur autonomie, par exemple, des tentatives d'appliquer aux OCASSS des règles conçues pour le réseau de la santé et des services sociaux.

- **Que fera votre parti pour assurer le respect de l'autonomie des organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux ?**

Réponse du Parti Accès à la Propriété et Équité :

« Les OCASSS devraient avoir le droit de s'impliquer selon un pourcentage de leur fonds propres dans l'avancement de leur cause avec d'autres organisations de nature politique et d'activisme. »

2. Les 3 000 organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux (OCASSS) ont identifié un manque de financement *à la mission globale* à la hauteur de 370 M\$ par année, ainsi qu'ils le revendiquent par la [campagne CA\\$S\\$H](#) (*Communautaire autonome en santé et services sociaux -Haussez le financement*). Ce montant doit être ajouté au Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) administré par le ministère de la Santé et des Services sociaux.¹

- **Que fera votre parti pour augmenter le financement à la mission globale des organismes communautaires autonomes de la santé et des services sociaux ?**

Réponse du Parti Accès à la Propriété et Équité :

« Un ticket modérateur élaboré avec justesse, justice et ouverture en santé pourraient servir au financement de la mission globale des organismes communautaires autonomes de la santé et des services sociaux. »

3. Dans le cadre du [Programme de soutien aux organismes communautaires](#) (PSOC) administré par le ministère de la Santé et des Services sociaux, l'indexation des subventions est très différente de l'attribution d'enveloppes de rehaussement, adoptées lors des [budgets du Québec](#): leurs objectifs sont différents et ils proviennent de processus décisionnels distincts. L'indexation des subventions permet de maintenir le pouvoir d'achat, de suivre l'augmentation des coûts à assumer et, donc, la continuité des activités et des services à la

¹ Le montant de 370 M\$ demandé pour les OCASSS est inclus dans la somme de 460 M\$ réclamée pour l'ensemble des programmes soutenant le financement à la mission des organismes communautaires autonomes québécois par la campagne [Engagez-vous pour le communautaire](#), campagne que les OCASSS soutiennent également en solidarité avec le mouvement.

population. Ainsi, obtenir l'indexation des subventions ne permet que de poursuivre le travail et d'éviter de s'appauvrir, d'année en année.

- a. Les OCASSS réclament un changement au mode de calcul de l'indexation annuelle des subventions, afin de tenir compte de nombreuses charges incluses dans leurs coûts de fonctionnement² (coûts d'opération ou de système), contrairement à ce dont tient compte la prévision de [l'Indice des prix à la consommation](#). L'écart entre l'indice des prix à la consommation et la hausse des frais de fonctionnement résulte en un appauvrissement continu des organismes et limite leur capacité à répondre aux demandes de la population.

- **Que fera votre parti pour que l'indexation des subventions versées aux OCASSS par le MSSS couvre la hausse de leurs coûts de fonctionnement, afin d'assurer la poursuite de leurs activités ?**

Réponse du Parti Accès à la Propriété et Équité :

« Il faut indexer le financement aux organismes communautaires non pas à l'IPCX tel qu'il existe depuis 2001 mais bien selon l'ancien calcul qui correspond à une évaluation juste de l'inflation. »

- b. La situation inflationniste affecte les OCASSS de plusieurs manières: comme employeurs, ils doivent indexer les salaires dans le respect des contrats de travail et ils doivent assumer la hausse de divers coûts, notamment de transport. Alors que [l'inflation moyenne de janvier à mai 2022](#) est de 6.3%, et qu'elle pourrait prochainement atteindre 8%, les subventions des OCASSS pour 2022-2023 ont été indexées à seulement 2.9%, taux qui est issu des projections économiques produites à l'automne 2021, lesquelles se sont avérées être sous-évaluées. Les OCASSS ne peuvent assumer seuls les conséquences de l'inflation et demandent d'urgence un réajustement du taux pour l'année 2022-2023.

- **Que fera votre parti pour qu'une enveloppe exceptionnelle soit dégagée d'urgence, afin de verser aux OCASSS un montant qui leur permettra de poursuivre leurs activités sans s'appauvrir?**

Réponse du Parti Accès à la Propriété et Équité :

« C'est depuis 1996 que les recommandations de la Commission Boskin aux États-Unis engendrent une sous-évaluation artificielle de l'inflation et donc il est normal qu'il faille compenser les organismes communautaires afin de rétablir un financement basé sur l'inflation tel qu'il était justement établi depuis des générations jusqu'en 1996. »

² La campagne [Engagez-vous pour le communautaire](#) revendique également ce modèle pour les programmes dont les subventions ne sont pas indexées.

4. À chaque année, on déplore des disparités de traitement et de financement entre OCASSS aux missions semblables. À titre d'exemple, pour l'année 2021, alors qu'au [Saguenay-Lac-Saint-Jean](#) les OCASSS recevaient 144 379\$ en moyenne pour la mission globale, des OCASSS semblables en recevaient 251 345\$ à [Montréal](#) et 264 077\$ à [Laval](#). Pour la même année, alors que les subventions pour la mission globale représentaient 89% et 93% du PSOC versé par les CISSS de la [Côte-Nord](#) et du [Bas-Saint-Laurent](#), ce pourcentage n'atteignait que 70% à Laval et 73% à Montréal.

■ **Que fera votre parti pour mettre fin aux iniquités administratives et financières?**

Réponse du Parti Accès à la Propriété et Équité :

« Assurer l'équité dans le financement des organismes communautaires exige un débat de société sur les priorités gouvernementales. Des priorités qui devraient être alignées sur celles de la majorité de la population tant sur le plan régional que provincial. »